

**DIVISION
 DEEP**

Versailles, le 2 octobre 2025

Réf. : DEEP 2025-07

Dossier suivi par :

Charline BLEUSE
 Adjointe à la Cheffe de division
 ☎ : 01.30.83.42.73
 ✉ charline.bleuse@ac-versailles.fr

Alisson HÉRY
 Adjointe à la Cheffe de service DEEP 2
 ☎ : 01.30.83.42.76
 ✉ alisson.hery@ac-versailles.fr

Le Recteur de l'académie de Versailles

à

**Mesdames et Messieurs les Chefs des
 établissements d'enseignement privés
 du second degré sous contrat**

Diffusion :

Pour attribution : **A** Pour Information : **I**

	Rectorat	INSPE
	DSDEN	Universités et IUT
	78	Gds. Etab. Sup
	91	CANOPE
	92	CIEP
	95	CIO
	Circonscriptions	CNED
	78	CREPS
	91	CROUS
	92	DDCS
	95	78
	Lycées	91
	78	92
	91	95
	92	DRONISEP
	95	INS HEA
	Collèges	INJEP
	78	SIEC
	91	Unités pénitentiaires
	92	UNSS
	95	Associations de parents d'élèves académiques
	Écoles	78
	78	91
	91	92
	92	95
	95	
	Écoles privées	
A	Collèges privés	
A	Lycées privés	
	MELH	
	LYCEE MILITAIRE	
	EREA	
	ERPD	

Objet : Indemnités pour missions particulières (IMP) rentrée scolaire 2025

Références :

- Décret n°2014-940 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public du second degré ;
- Décret n°2015-475 du 27 avril 2015 instituant une indemnité pour mission particulière allouée aux personnels enseignants exerçant dans un établissement public du second degré ;
- Arrêté du 27 avril 2015 fixant le taux de l'indemnité particulière ;
- Circulaire n°2015-058 du 29 avril 2015 (BO du 30 avril 2015) ;
- Décret n°2015-605 du 3 juin 2015 portant dispositions particulières relatives à l'indemnité pour missions particulières allouée aux maîtres des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat
- Circulaire n°2015-093 du 12 juin 2015 apportant précisions concernant les maîtres des établissements d'enseignements privés sous contrat
- Arrêté du 01 juillet 2015 relatif au parcours d'éducation artistique et culturel

POINTS CLES : IMP – Référent Culture –
 Référent harcèlement - STSWeb

CALENDRIER :

Validité des présentes conditions sur l'année scolaire 2025/2026
 Retour des propositions d'attribution des IMP pour le 10/10/2025

CONTACTS :

DEEP 2 : Mme BLEUSE Charline & Mme HERY Alisson

Nature du document :

Nouveau Modifié Reconnu

Le présent document comporte :

Circulaire 4 p.
 Annexe 3 p.
 Total 7 p.

L'article 3 du décret 2014-940 du 20 août 2014 ouvre la possibilité aux enseignants qui exercent dans un établissement du second degré public d'accomplir, avec leur accord et pour répondre à des besoins spécifiques, des missions particulières, soit au sein de leur établissement soit à l'échelon académique.

Conformément à l'article R914-3 du code de l'éducation, les maîtres des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat ont les mêmes obligations de service que celles applicables aux personnels enseignants de même catégorie du second degré public.

Le décret n°2015-475 du 27 avril 2015, l'arrêté du 27 avril 2015, la circulaire n°2015-025 du 29 avril 2015 ainsi que le décret n°2015-605 du 3 juin 2015 déterminent les missions et fixent le cadre de mise en œuvre de ce nouveau dispositif indemnitaire.

Cette note a pour objet de rappeler les éléments de cadrage académique, tant pour l'attribution des enveloppes budgétaires que pour la mise en œuvre des missions en établissement.

I – PRINCIPE

Le dispositif couvre les missions exercées hors face à face pédagogique.

La dotation attribuée pour l'année scolaire 2025/2026 vous a été notifiée sur la fiche DHG de votre (vos) établissement(s). Vous la retrouvez également sur STSWeb.

RECONDUIT

Dans le cadre de la **généralisation du « pass culture » depuis la rentrée 2022**, l'IMP relative au référent culture est devenue obligatoire à raison d'une demi IMP minimum par cité scolaire. Un modèle de lettre de mission vous est proposé en Annexe 3.

Pour tous renseignements complémentaires relatifs au « pass culture », vous pouvez joindre la coordinatrice des professeurs référents culture :

DAAC (délégation académique à l'action culturelle)
ce.daac@ac-versailles.fr

RECONDUIT

Dans le cadre du **plan harcèlement** mis en œuvre depuis la rentrée scolaire 2023, plusieurs mesures ont été prises pour lutter contre le harcèlement scolaire, en particulier la création de « **référénts/coordonateurs harcèlement scolaire** », dans les établissements scolaires du 2nd degré. Un enseignant sera désigné obligatoirement au sein de l'établissement pour assurer cette mission rémunérée à hauteur d'une IMP, et destinataire d'une lettre de mission.

En effet, le décret n° 2015-475 du 27 avril 2015 a été modifié pour intégrer une mission nouvelle de « référent harcèlement scolaire ». Cette mission correspond à la fonction de coordinateur prévue par la [circulaire du 2 février 2024](#) « Lutter contre le harcèlement à l'école, une priorité absolue ».

En conséquence, un nouveau code motif a été créé dans STSWEB, utilisable depuis le 1^{er} septembre 2024 et reconduit au 1^{er} septembre 2025.

II – BENEFICIAIRES

Les maîtres contractuels (contrat définitif) ou délégués (CDI ou CDD) des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat, dès lors qu'ils **assurent à minima un demi-service d'enseignement**, peuvent bénéficier de l'IMP, et ce quelle que soit leur discipline de contrat, y compris les documentalistes.

Exclusions du dispositif :

➤ les professeurs assurant un service complet dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

III – REMUNERATION D'UNE MISSION PARTICULIERE

Les missions particulières listées en annexe 1 sont couvertes par une IMP.

Si l'importance de la mission le justifie (au-delà de l'équivalent de 3 HSA, dite « mission lourde »), cette mission peut faire l'objet d'un allègement de service (décharge en HP) en lieu et place de l'IMP.

L'exercice de la mission sous forme d'allègement est soumis à la décision du recteur, après proposition du chef d'établissement.

- **La mission est couverte soit par des IMP soit par des HP.**
- **La mission ne peut pas être couverte par des HSA ou des HSE.**

RAPPEL

⚡ **Il est donc impossible de cumuler une décharge de service avec le versement d'une IMP pour une même mission particulière**, dès lors que celle-ci est exercée en établissement.

Application des taux forfaitaires :

Taux	Unité	Montant
001	0,25	312,50 €
002	0,5	625 €
003	1	1250 €
004	2	2500 €
005	3	3750 €

Les taux sont forfaitaires (arrêté du 27 avril 2015) et n'ont pas vocation à être modulés en fonction de la manière de servir, ni proratisés en raison de l'exercice de fonctions à temps partiel. Une mission peut néanmoins être partagée par plusieurs agents ; le taux ne peut alors être inférieur au taux minimum, attaché à chaque mission.

Lorsque la mission est accomplie sur la totalité de l'année scolaire, l'indemnité est versée mensuellement par neuvième à compter du mois de novembre. Dans les autres cas, elle est versée après service fait.

L'indemnité est maintenue en cas de congés de maladie ordinaire, maternité, adoption et paternité. Elle cesse en cas de remplacement ou intérim.

Le bénéfice de l'indemnité est exclusif, au titre de la même mission particulière, du bénéfice de l'allègement de service.

IV – RÔLE DU CHEF D'ETABLISSEMENT

En application de l'article R. 442-39 du code de l'éducation, le chef d'établissement assume la responsabilité de l'établissement et de la vie scolaire.

Aussi le décret n° 2015-605 du 3 juin 2015 cité en référence adapte-t-il au fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat le processus décisionnel relatif à la mise en place des IMP au sein de l'établissement.

Il prévoit que **le chef d'établissement consulte les enseignants de l'établissement sur les missions particulières** qu'il prévoit de confier au sein de l'établissement ainsi que sur les modalités de mise en œuvre, dans le cadre de l'enveloppe notifiée par le recteur. Cette consultation doit intervenir dans un calendrier cohérent avec la préparation de la rentrée scolaire de préférence entre février et mai.

Le chef d'établissement propose aux services académiques les décisions individuelles d'attribution de l'IMP en fonction de l'importance effective et des conditions d'exercice de la mission.

Il tient les enseignants informés des suites réservées à la consultation et leur adresse une lettre de mission afférente.

A NOTER

La circulaire rappelle que le recteur arrête les décisions individuelles d'attribution sur proposition du chef d'établissement.

A cette fin, il conviendra de retourner l'**Annexe 2** jointe à la présente note à la **DEEP2** pour le **vendredi 10 octobre 2025, délai de rigueur** à l'adresse :

Ce.deep.trm@ac-versailles.fr

V – ACTIVITES REMUNEREES

Voir Annexe 1.

VI – MISE EN PAIEMENT

Les IMP versées au titre d'activités effectuées dans les établissements feront l'objet d'une saisie via STSWeb par le chef d'établissement lors de la campagne de rentrée pour les missions annuelles, ou lors des campagnes évolutives mensuelles pour les actions ponctuelles ou les modifications relatives aux missions annuelles.

Codes indemnitaires des missions en établissement :

1875 : IMP à caractère annuel

1877 : IMP à caractère ponctuel

Pour le Recteur et par délégation
La secrétaire générale d'académie adjointe

Signé : Catherine FRUCHET